



L'Action de l'État pour votre quotidien

Mayotte

Plan d'action pour l'avenir de Mayotte
COMITÉ STRATÉGIQUE DE PILOTAGE ET DE SUIVI

PLAN D'ACTION POUR L'AVENIR DE MAYOTTE

COMITÉ STRATÉGIQUE DE PILOTAGE ET DE SUIVI – POINT D'AVANCEMENT

JEUDI 18 OCTOBRE 2018

1 - RÉPONDRE AU DÉFI SÉCURITAIRE (Mesures 1 à 10 du Plan d'action pour l'avenir de Mayotte)

En place



➤ Sécurité et lutte contre la délinquance

- Renforcement des effectifs
 - La **police de sécurité du quotidien (PSQ)** est en place tant en zone gendarmerie que police ;
 - Le renforcement de **20 gendarmes** est effectif depuis le mois d'août 2018 ;
 - Total de **58 policiers et 20 gendarmes supplémentaires** depuis début de l'année. De plus, le 3^e escadron de gendarmerie mobile a été maintenu ;
 - Création d'une **compagnie départementale d'intervention** le 1^{er} septembre 2018, composée de **51 policiers** ;
 - **Doublement du nombre de réservistes** de la gendarmerie nationale et création de la **réserve civile** de la police nationale.
- Transports et établissements scolaires
 - **Plan de sécurisation** déployé : forces de l'ordre à bord de certains bus ; équipes mobiles de sécurité (EMS) renforcées ; médiateurs sociaux financés..
- Nouvelles structures
 - En zone gendarmerie, **nouvelle brigade** inaugurée le 17 octobre 2018 à Koungou. La **présence au point d'accueil de Dembéni** (situé au sein de la police municipale de Dembéni) a été **renforcée** en vue de l'installation d'une brigade dans le courant de l'année 2019 ;
 - Création de la **brigade de prévention de la délinquance juvénile** au mois d'août ;
 - Première réunion du **Comité départemental de la prévention de la délinquance** a eu lieu fin juillet, suite à sa création ;
 - La zone de sécurité prioritaire sur Kawéni et Petite Terre a été installée le 25 septembre 2018
- Autres:
 - Renforcement des actions de lutte contre les drogues et les conduites addictives : adoption du **plan départemental de lutte contre les drogues et les conduites addictives** le 6 septembre 2018 lors du COPIL de la MILDECA

En place



➤ Lutte contre l'immigration clandestine (LIC)

- LIC terre
 - **3 opérations par jour en moyenne** : entre le 1^{er} août et le 11 octobre, **100 opérations LIC** menées par la police aux frontières, la gendarmerie et la direction départementale de la sécurité publique pour un total de **960 effectifs engagés**, 471 heures, **1 943 interpellations**, **1 728 OQTF** et **1 501 placements au Centre de rétention administrative**
 - Renforcement des effectifs du groupe d'appui opérationnel (GAO) de la police aux frontières : **passage de 35 à 42**.
- LIC mer
 - **Deux nouveaux intercepteurs en cours de livraison** (novembre) et modernisation de l'intercepteur de la douane et de la PAF.
 - Opérations ciblées sur les retours de pêche ;
 - **Occupations pluri-hebdomadaires de l'îlot M'Tsamboro** par les gendarmes mobiles (jour, week end et bivouacs nocturnes)
- Action judiciaire
 - Renforcement des **effectifs de la brigade de recherche** de la police aux frontières qui **passent de 7 à 15**
 - **Inauguration des bureaux du groupe d'enquête de lutte contre l'immigration clandestine (GELIC)**

- Mise en place des amendes administratives sur le travail illégal via l'OFII de 15 000 € par employé sans titre de séjour.
- Autres
 - Poursuite de l'action diplomatique pour la reprise des reconduites ;
 - Visites du sous préfet en charge de la LIC dans les communes afin d'identifier les zones de déploiement et la mise en place d'opérations spécifiques

En cours



➤ **Renforcement des moyens de la justice**

- Capacité de prise en charge de l'unité éducative d'hébergement (UEDH)
 - **Doublement des capacités** des prise en charge de l'UEDH, passée de **12 à 24 mineurs** ;
- Création d'un centre éducatif renforcé avant fin 2018
 - **Ouverture du centre le 1^{er} décembre 2018** (il serait installé sur la commune de **Bandrélé**)
- Création d'un poste de juge d'instruction supplémentaire au sein du parquet du TGI de Mamoudzou
 - Poste pourvu depuis le 1^{er} septembre 2018

<u>Leviers d'actions conjoints identifiés (co-construction)</u>	<u>Chiffres clés</u>	<u>Calendrier des prochains comités</u>
<ul style="list-style-type: none"> • Échange d'informations renforcé dans le cadre des CLSPD ou en direct avec les forces de l'ordre ; • Meilleure complémentarité entre polices municipales et forces de l'ordre ; • Accompagnement des communes dans les procédures de police administrative (habitat illégal, débit de boissons...) 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Délinquance générale</u> : -12% des faits constatés entre le 1^{er} semestre 2017 et 2018 ; • <u>Atteintes volontaires à l'intégrité physique</u> : -9% des faits constatés • <u>Atteintes aux biens</u> : -12% des faits constatés 	<ul style="list-style-type: none"> • Réunion de la cellule opérationnelle de la ZSP 25 octobre 2018 • Présentation des chiffres trimestriels de la délinquance fin octobre 2018 • Réunion de la cellule partenariale de la ZSP décembre 2018 • Ouverture du centre éducatif renforcé à Bandrélé le 1^{er} décembre 2018

2 - REMETTRE À NIVEAU L'OFFRE DE SOINS (Mesures 11 à 14 du Plan d'action pour l'avenir de Mayotte)

En cours



- **Renforcement de l'autonomie gestion et de décision à Mayotte en matière de santé**
 - Création d'une ARS
 - Création des postes de **directeur général adjoint** et de **Secrétaire général** (Directeur général adjoint préfigurateur nommé jusqu'en 2020).
 - **10 postes ont été ouverts notamment en prévention et offre de soin**. Conseil de surveillance se tiendra le 22 octobre à Mayotte.
 - Doublement du Fonds d'Intervention Régional (FIR)
 - L'ARS-OI a bénéficié d'une augmentation de **3,9M€** du (FIR) en 2018 (+50% de la part consacrée à Mayotte). Abondement 2019 à **+15,6M€**
 - **5 politiques prioritaires visées** (promotion de la santé et prévention ; parcours de santé et qualité/sécurité des soins ; permanence des soins et répartition des professionnels de santé ; efficience des structures sanitaires ; démocratie sanitaire)
 - Actions du Plan régional de santé
 - Adoption du projet de santé mahorais pour la période 2018-2022 en juin 2018 ;
 - Mise en place du **diplôme universitaire de santé communautaire** le 8 octobre 2018

En cours



- **Renforcement de l'offre de soin, de sa qualité et de ses conditions d'accès**
 - Opérations urgentes d'investissement : Crédits notifiés et investissements identifiés :
 - **Objectif 2018 : Plans directeurs des installations techniques (400k€) et aménagement d'une hélisurface (150k€) ;**
 - **Objectif 2020 : Création de places de parking (4,3M€) ; Télémedecine (170 k€) ; Création d'une salle de césarienne et 2 salles de travail (4,1M€) ;**
 - **Objectif 2021 : Sécurisation des systèmes d'information (1M€) ; Bâtiments des consultations externes (8,1M€) ;**
 - **Objectif 2022 : Augmentation du nombre d'élèves à l'Institut d'Etudes en Santé (1,5M€) ; Ouverture de 15 lits en médecine (200 k€) ; Centre de consultation pluridisciplinaire du grand Mamoudzou (500 k€)**
 - Modernisation du CHM
 - Dossier en cours d'élaboration (total des opérations à **290M€**)
 - **Phase 1** : création d'un pôle mère-enfant donc blocs opératoires, et d'une unité de psychiatrie et de logistique (**190M€** - Démarrage travaux en 2022)
 - **Phase 2** : mise en service d'une unité de soins critiques, d'un service d'urgences, et d'un centre d'imagerie (**100M€** - Démarrage travaux en 2028)
 - Consultations programmées
 - Mises en place pour les assurés sociaux dans les 5 centres de référence ;
 - Délégation d'action de vaccination
 - Concernent les **sages femmes, infirmiers libéraux, pharmaciens, infirmiers diplômé de l'Etat (IDE) en PMI** ;
 - Haute autorité de santé a validé le 26 septembre 2018 un protocole de coopération médecins/IDE en PMI pour la **vaccination d'enfants (0 à 6 ans)**
 - Appui à la restructuration de la PMI
 - Convention Etat / CD pour 120M€ (35M€ dès 2018) et convention CD/CHM sur le recrutement signée début juillet 2018
 - Comité de pilotage associé en place (dernière réunion le 5 octobre) + organisation en cours de la **campagne de rappel vaccinal** ;
 - 1ère phase de **reconstruction de 5 PMI en cours** + équipements en cours de livraison (véhicules, frigos, matériels informatiques...);

En cours



➤ **Renforcement de l'attractivité et des moyens humains ; amélioration de la couverture médicale**

- Conventions de coopération avec d'autres centres hospitaliers
 - **Renouvellement de la convention de coopération avec le CHU de La Réunion** au mois juillet ; indetification de CHU dans l'hexagone ;
- Création de 30 postes d'assistants spécialistes ;
 - **15 postes d'assistants spécialistes** déjà ouverts et recrutements en cours. 15 autres postes seront ouverts début 2019
- Rénovation du mécanisme IPE
 - Un **projet de décret** concernant la rénovation de l'indemnité particulière d'exercice est **en cours** au Ministère de la santé et de la solidarité.
- Gratuité des soins
 - Une **mesure d'exonération du ticket modérateur** a été inscrite au PLFSS 2019 ;
 - **Déploiement de la couverture maladie universelle complémentaire** débutera à partir du 1er janvier 2022 (période transitoire sera assurée à partir du printemps 2019 avec la mise en place de la gratuité des soins).

Leviers d'actions conjoints identifiés (co-construction)

- Acquisition du foncier en périphérie du CHM
- Mise en oeuvre rapide du plan de remise à niveau des PMI conjointement entre l'Etat (compensation, fonds FEDER), le CD976 (schéma de la PMI) et le CHM (mise à disposition de medecins et sage-femmes)

Chiffres clés

- 9674 naissances en 2017
- 1 centre hospitalier, 4 centres de référence et 13 dispensaires CHM

Calendrier des prochaines comités

- Conseil de surveillance de l'ARS le 22 octobre prochain

3 - RELAYER À MAYOTTE LA SOLIDARITÉ NATIONALE (Mesures 15 à 19 du Plan d'action pour l'avenir de Mayotte)

En place



➤ Appui au Conseil départemental, enfance et famille

- Mise en œuvre du schéma départemental de l'enfance et de la famille
 - Deux conventions signées État / département pour la compensation de transfert de compétence (**ASE pour 61M€ et PMI pour 120M€**) ;
 - Comité de pilotage réguliers entre l'Etat (SGA, DJSCS, PJJ) et le CD pour mise en oeuvre du Schéma ;
 - Lancement de plusieurs appels à projets dédiés par le Département (prévention spécialisée, AEMO, MECS, lieux de vie et d'accueil...)
- Appui au Conseil départemental
 - **5 postes** de renforts ont été actés en **ingénierie sociale** (RSA, handicap, enfance et famille), en **ingénierie projets** (contrôle et suivi des financements FSE, FEI,...), et en **ingénierie sportive** (infrastructures, développement et accession au haut-niveau)

En cours



➤ Extension et convergence des prestations sociales

- Extension des prestations sociales d'ici 2022 pour une convergence effective Mayotte / Métropole
 - Création d'un **fonds de développement social (FDS)** dédié abondé à hauteur de **12M€/an** pour soutenir la convergence d'ici à 2022
- Recentralisation du RSA au 1^{er} janvier 2019
 - **Ouverture de 2 postes** à la DJSCS en ingénierie et accompagnement (CD, Pôle Emploi, CSSM). **1 poste sera pourvu dès le 1er novembre** ;
- Augmentation de 20 centimes de la PARS : actée, arrêtée en cours de publication. Elle permettra d'amplifier le déploiement de la restauration scolaire ;

En cours



➤ Fonds de développement social et construction de nouveaux équipements sportifs et schéma territorial associé

- Fonds de développement social de Mayotte: En attente des arbitrages du Ministère ;
- Equipements sportifs
 - Pose de la **première pierre du gymnase de M'Tsamboro** en décembre, financement : DJSCS, CNDS, SGAR, VR,...(**3,9M€**)
 - Crédits du CNDS confirmés (**supérieur à 4M€**) et font actuellement l'objet d'une programmation ;
 - Mise en place d'un **Comité des financeurs** (CD, ANDES, Vice-Rectorat, Associations des élus de Mayotte, DEAL, Mouvement sportif (CROS))
 - Schéma territorial de développement du sport à l'issue des **assises** (budget validé par le département pour une AMO (100 k€) + 40 K€ DJSCS)
 - Organisation des **jeux de l'Océan Indien à Mayotte en 2027** : estimation équipements neufs à hauteur de **39 M€** (part Etat)

Leviers d'actions conjoints identifiés (co-construction)

- Comité des financeurs sur les thématiques de la jeunesse, de la petite enfance et des équipements sportifs en lien avec le CD, les communes, et la CSSM.
- Mise en œuvre de la recentralisation du RSA par convention quadripartite à élaborer
- Actions d'amélioration de l'accès aux droits à amplifier avec le CD, la CSSM, les CCAS, l'IEDOM et le CDAD.

Chiffres clés

- Environ 4400 mineurs isolés dont 300 en errance totale
- Environ 500 bénéficiaires de l'AAH, 200 pour l'AAEH, 200 pour l'APA
- 5467 foyers bénéficiaires du RSA (+114% par rapport à 2012)
- 40.000 € ingénierie schéma de développement

Calendrier des prochains comités

- Assises du sport début décembre
- Comité départemental de la restauration scolaire le 18 octobre
- COPIL protection de l'enfance avant la fin de l'année

4 - REMETTRE À NIVEAU L'ÉCOLE ET LA FORMATION (Mesures 20 à 26 du Plan d'action pour l'avenir de Mayotte)

En cours



➤ Transformation du Vice-rectorat en rectorat de plein exercice et réorganisation spatiale et fonctionnelle des services

- Création de 20 emplois sur 5 ans
 - Dialogue de gestion avec le MEN prévu le 11 décembre 2018 (10 emplois seront demandés pour la rentrée 2019).
 - Réflexion en cours sur la programmation et la construction de nouveaux locaux pour le futur rectorat ;
- Plan pluriannuel de formation
 - Augmentation significative des volumes horaires consacrés à la formation pour les professeurs, les administratifs et les personnels d'encadrement .
 - Ce plan de formation renforcé sur quatre ans sera lancé à la rentrée 2019 en lien avec le nouveau projet académique 2019-2022 en cours d'élaboration (+77 220 heures de formations soit 12870 journées)

En cours



➤ Investissement supplémentaire dans les constructions scolaires : enveloppe de 500M€ sur le quinquennat

- Prochaines livraisons pour le premier degré
 - Livraison en 2018 de **93 rénovations de salles de classe et de 33 salles de classe neuves**.
 - A partir de 2019 jusqu'en 2021, près de 500 rénovations de salles de classe seront livrées, 249 nouvelles salles de classes et 41 réfectoires
 - **A noter** : Augmentation de 20 centimes de la PARS actée pour le 1^{er} degré (arrêté en cours de publication) ; les crédits DSCEES, FEI et les reliquats de la PARS seront mobilisés pour les opérations d'investissement.
- Prochaines livraisons attendues pour le second degré
 - Lycées : 4 établissements soit **8300 élèves** (Longoni en **2021**, Kwalé en **2022**, Chirongui en **2023**, M'Tsangamouji en **2024**);
 - Collèges : 6 établissements soit **5500 élèves** (Bouéni en **2019**, Cavani en **2023**, Bouyouni en **2023**, PT en **2024**, Côte est en **2024**, Kougou en **2025**)
 - Extensions : **98 salles de classe soit 3250 élèves** (23 salles en **2018**, 55 salles en **2019**, 5 salles en **2021**, 16 salles en **2023**)
 - Cuisines centrales : 4 pour **26500 repas / jour** (sites de Kaweni, de Chirongui, de M'Tsangamouji, et de petite terre)
 - Cuisines satellites : 9 pour **13000 repas / jour** (1000 élèves en **2020**, 1700 en **2021**, 4900 en **2022**, 1400 en **2023**, **4000 élèves en 2024**)
 - Equipements sportifs : 6 établissements concernés pour **6200 élèves** (LPO Bamana **2019**, Clg Bandrélé **2019**, Cité du nord **2019**, Clg Labattoir, **2020**, Clg Kani kéli **2021**, Kawémi **2022**) ;
 - **A noter** : Certains projets pourraient être accélérés avec le concours bienveillant de la collectivité départementale, des communes ou d'autres services de l'Etat DAAF) notamment par la libération de foncier ; les extensions sont réalisées soit en modulaires soit en construction ; l'objectif global est de maintenir le rythme de livraison d'un collège par an et d'un lycée tous les deux ans (en création et extension).

En place



- **Le niveau d'encadrement pédagogique a été amélioré dès la rentrée 2018 (Mesures nationales)**
- **300 postes d'enseignants supplémentaires** créés à la rentrée 2018 (+1 inspecteur pédagogique, 5 chefs d'établissement ou adjoints, 7 conseillers d'éducation, 5 personnels administratifs pour les établissements, 3 pour le vice rectorat, 4 infirmières, 2 assistantes sociales, 60 assistants d'éducation)
 - **Adaptation de l'enseignement dispensé à Mayotte a été actée (langue ; lutte contre le décrochage ; utilisation du numérique) ;**
 - **Enseignement à plusieurs maîtres dans une même classe est en place en CP REP+ et REP (189 dédoublements ont été réalisés en deux ans)**
 - **Les établissements de plus de 1400 élèves sont dotés fonctionnellement d'un deuxième poste de direction dès la rentrée 2018**
 - **Le CRPE Mayotte (recrutement niveau licence) mis en place depuis 2 ans a permis le recrutement de nombreux jeunes Mahorais.**
 - **Un programme complémentaire d'équipement informatique des lycées a été transmis à l'administration centrale pour 30 classes mobiles rentrée 2019, ainsi que la réalisation d'un ENT Académique.**
 - **Le raccordement programmé de tous les établissements scolaires à la fibre d'ici 2020 est en attente de l'officialisation d'une convention vice rectorat - conseil départemental.**

Leviers d'actions conjoints identifiés (co-construction)

- Mutualisation des cuisines centrales avec les communes ou intercommunalités
- À étudier : autofinancement communal notamment sur les rénovations à promouvoir (via le FCTVA et l'ex-participation au SMIAM). Mission CGEDD sur la facilitation des constructions à Mayotte

Chiffres clés

- 98.990 élèves scolarisés en 2018 dont 52.083 pour le 1^{er} degré.
- 183 écoles, 1705 salles de classes répertoriées pour le 1^{er} degré, 21 collèges et 11 lycées pour le 2nd degré
- 500M€ mobilisés sur le quinquennat

Calendrier des prochains comités

- Comité départemental de la restauration scolaire le 18 octobre 2018
- Présentation du projet de programmation 2019 des constructions scolaires du 1^{er} degré au Maires le 13 novembre 2018

5 – SOUTIEN À L'EMPLOI ET À LA FORMATION PROFESSIONNELLE
(Mesures 27 et 28 du Plan d'action pour l'avenir de Mayotte)

En cours



➤ **Création d'une direction régionale de Pôle emploi (Mesure nationale)**

- *Décision de création actée pour le 1er trimestre 2019.*
- *A noter : Service statistiques du marché de l'emploi sera créé pour comptabiliser les offres d'emploi (inexistant actuellement). Ce groupe projet est en place*

En cours



➤ **Actions concrètes en matière de formation**

- Cadets citoyens de Mayotte
 - *Deux promotions de 35 cadets citoyens pris en charge par le RSMA (18 jeunes sur 20 candidats) et la gendarmerie (17 jeunes sur 20 candidats) ;*
- Cadres d'Avenir (dispositif mis en place par la loi EROM + décret du 10 septembre 2018)
 - *Une première promotion de 12 personnes a été sélectionnée en septembre et actuellement en cours de formation qualifiante avec un accompagnement renforcé (ACESTE-CNAM) et une aide financière de l'État. Obligation de retour à Mayotte sur un emploi garanti ;*
- Plan d'investissement dans les compétences à Mayotte
 - *2,2M€ investis par l'Etat en 2018 pour 486 entrées en formations supplémentaires portées par Pôle emploi (domaines prioritaires BTP ; sécurité informatique et numérique, pêche, social, médico-social, formation, commerce, tourisme). 250 ont déjà été commencées*
 - *L'effectif passera à terme de 486 à plus de 1500 entrées, soit 5,1M€ (21,3M€ sur 4 ans).*
 - *De 2019 à 2022, le portage revient au CD à raison de 1500 entrées annuelles dans le cadre du pacte régional en cours de finalisation.*
- Fonds d'insertion dans l'emploi : 13,5M€ en 2018 pour le financement des Parcours Emploi Compétences et de l'Insertion par l'Activité Économique
- Doublement pour 4 ans du soutien financier au Conseil départemental : Mise en place du CREFOP à l'automne 2018
- Optimisation de l'enveloppe Parcours Emploi Compétences
 - *Malgré la réduction du nombre des contrats aidés au niveau national, leur quantité à Mayotte a été sanctuarisée (environ 2200 contrats).*
 - *100% de l'enveloppe a été programmée et 78% ont été contractualisés*
- Garantie Jeunes
 - *Actuellement, sur une enveloppe ouverte de 300 entrées pour 2018, 195 jeunes ont déjà été intégrés (dont 38 pour la nouvelle antenne de Chirongui). Il reste encore 5 cohortes de 105 jeunes à mobiliser d'ici la fin de l'année pour atteindre l'objectif des 300 (contre 200 en 2017).*
- Service civique : Montée en charge du dispositif (+200 postes ouverts à partir de septembre 2018). A représenté un volume de 3,5M€

Leviers d'actions conjoints identifiés (co-construction)

- *Consolidation du soutien financier apporté par le CD sur le financement de structures de formation (Ecole de la 2^e chance, école d'apprentissage maritime, Mission locale, Centre régional d'information jeunesse)*
- *Appui des communes pour la mise à disposition de locaux en faveur d'antennes de la mission locale*

Chiffres clés

- **13 600** demandeurs d'emplois de Cat. A au 1^{er} trimestre 2018 (+10,1% en un an)
- **2400 offres** collectés par Pôle emploi et **4200** reprises d'emploi en 2017

Calendrier des prochaines comités

- Prochaine réunion du Service Public de l'Emploi (SPE) le 24 octobre à 14h30
- Prochaine réunion avec la Communauté de Communes de Petite terre et les acteurs économiques et sociaux la semaine du 22 octobre
- Réunion prochaine du comité de coordination mahorais de la formation professionnelle préfiguration du CREFOP)

6 - NOUVELLES MESURES POUR L'AMÉNAGEMENT ET L'HABITAT

(Mesures 29 à 33 du Plan d'action pour l'avenir de Mayotte)

En cours



➤ Créer une opération d'intérêt national et prospective territoriale

- **Mission la préfiguration de l'Opération d'intérêt national** par le président du conseil d'administration de l'EPFAM (consultations en cours avec les acteurs, un rapport d'étape a été produit. Rapport final attendu à la fin de l'année 2018) ;
- Anticipation du renforcement des effectifs de l'EPFAM (**4 postes supplémentaires** – CA du 21 juin 2018)
- **Schéma d'aménagement régional** : finalisation du cahier des charges pour le recrutement de l'équipe pluridisciplinaire chargée d'accompagner le CD et ses partenaires dans la démarche (appel d'offre lancé le 22 août, offres sont attendues jusqu'au 23 octobre. Sélection avant la fin de l'année 2018)
- Comité d'élaboration du SAR (CESAR) à constituer (CD976): les consultations pour la composition de cette commission sont en cours

En place



➤ Accroître l'effort en faveur de la production de logements sociaux

- Première phase de programmation 2018 : **334 logements locatifs sociaux** (programmes SIM) ont été **validés** par les conventions de financement
- Deuxième phase de programmation d'ici la fin de l'année 2018 : **125 logements** prévus portant à environ **450 le nombre de logements locatifs sociaux financés en 2018 (277 en 2017), au-delà de l'objectif de 400**
- **Aménagements de foncier (FRAFU) et opérations de résorption de l'habitat insalubre (RHI)**
 - **Les appels à projets ont débouché sur des accords de financement pour 12,5M€ ;**
 - **Comités RHI du 14 août : 22 projets validés pour 7,32M€ de financements** (réhabilitation de quartiers dégradés bénéficiant à **2100 logements**) ;
 - **Comités FRAFU du 29 août : 13 projets validés pour 5,24M€ de financements** (dont 2,4M€ du CD) pour aménager **240 ha susceptibles d'accueillir 5200 logements.**
 - **Les projets portent le total des engagements à 30 millions d'euros pour l'année 2018, soit une hausse de 50 %**
- **Comité de suivi des mesures pour l'habitat (CDHH)** s'est tenu le 19 septembre à l'hémicycle Bamana

En cours



➤ Opérations de modernisations par quartiers et accompagnement financier de l'ANRU

- **Première tranche de travaux des 3 projets de rénovation urbaine de Kaweni, La Vigie et Majicavo-Koropa** à contractualiser avec l'ANRU avant la fin de cette année (dates des comités d'engagement des 3 projet ANRU à Paris: Kaweni le 08 octobre, Petite terre et Koungou le 05 septembre)
- **Mise en place effective des comités de projets "coeurs de ville" de Dembeni, Mamoudzou et de Petite-Terre** (21 juin, 12 juillet): le Comité régional des financeurs s'est réuni le 18 septembre, **signature des conventions d'engagement prévue le 24 octobre.**
- Texte de loi sur le **renforcement des pouvoirs de police du Préfet** en cours au Parlement. Il permettra de renforcer les pouvoirs de police du Préfet relatifs à la démolition de poches d'habitat illégal et indigne, sans intervention préalable du juge. La commission mixte assemblée/sénat a émis un avis favorable le 19 septembre et la Loi devrait être promulguée dans les prochaines semaines.

Leviers d'actions conjoints identifiés (co-construction)

- Passation de marché pour l'aide à la rédaction du SAR

Chiffres clés

30 M€ de LBU en 2018 (au moins 400 logements sociaux)

Calendrier des prochaines comités thématiques

- Comité d'engagement du projet ANRU de Kaweni le 08/10 à Paris

7 – AMÉLIORER LES INFRASTRUCTURES SUR TOUT LE TERRITOIRE

(Mesures 34 à 41 du Plan d'action pour l'avenir de Mayotte)

En cours



➤ Adoption du plan global de transports et de déplacement (PGTD)

- Approuvé par l'État, le Département et la CADEMA lors du comité de pilotage du 26 avril 2018 ;
- Relance des études sur le contournement de Mamoudzou (avenant au marché de maîtrise d'oeuvre SETEC sous MO du CD976)

En cours



➤ Propositions d'amélioration du trafic routier aux entrées sud et nord de Mamoudzou

- 1/ Goudronnage de la **rue de l'archipel** financé par le CD 976 (environ 450 K€) prévu d'ici la fin 2018
- 2/ Amélioration des **entrées et sorties de la barge** côté amphidrome sur grande terre (environ 500k€) financée par le CD976 (fin 2018, début 2019)
- 3) **Voie périphérique du SDIS à Kawéni** (480 000 € - signé du président du CD 976)
- 4) Démarche SURE Rond point SFR/Ecole de musique (196 728.00 € - signé du président du CD 976)
- 3/ Lancement début 2019 par la CADEMA de l'appel d'offres pour une **1ère tranche de 25 M€ du projet Caribus** pour un début de travaux au second semestre qui commenceront par la transformation du **carrefour RN2/RD3 à Passamainty**

En cours



➤ Accroissement des efforts de modernisation des infrastructures routières, aéroportuaires, portuaires et numériques

- Infrastructures routières : **9M€** de fonds État disponibles à la contractualisation pour l'amélioration des infrastructures routières du département et des communes (**5 M €** actés au CPER dont une partie est déjà consommée)
- Liaisons interquartiers : Réunion tri-partite (Département/CADEMA/DEAL) s'est tenue le 31 mai 2018 pour redéfinir les grands principes du nouveau cahier des charges de cette infrastructure ; La modification du cahier des charges est réalisée et nécessite l'accord du maître d'oeuvre et du CD976, sous forme d'un avenant au marché actuel de maîtrise d'oeuvre
- Transport aérien
 - Mission pour l'**amélioration de la desserte aérienne** en place (première visite fin juillet et nouvelle visite du 23 au 31 octobre) ;
 - Aménagements de **sécurité sur la piste de l'aéroport en cours de réalisation** (travaux débutés en juin 2018, fin au 31 décembre 2018)- financement finalisé - **14 M€ de travaux**
 - Mise en oeuvre opérationnelle des atterrissages de nuit le 06 juillet 2018
 - Démarrage de la construction d'un hotel, fin du second semestre 2018, pour un montant d'investissement privé de l'ordre de **10 M€**
- Infrastructure portuaire
 - Notification des subventions FEDER et CPER pour les travaux de modernisation du port d'un montant de **18 M€ (24M€ de travaux au total)**

En cours



➤ Accélération des efforts de modernisation des infrastructures d'eau et d'assainissement

- Plan d'urgence Eau Mayotte : **25 M€ de travaux en cours** : 7 forages rénovés, extension de l'usine de dessalement, l'interconnexion des 2 retenues. Ces opérations vont permettre de mobiliser environ 1,5 millions de m³ d'eau supplémentaire d'ici fin 2018, soit une augmentation de 15 % de la production annuelle d'eau potable.
- La réhausse de la retenue de Combani est reportée à septembre 2019 compte tenu de l'excédent d'eau dans le barrage

- Signature du contrat de progrès liant le SIEAM et ses partenaires actant une programmation des investissements (PPI) et leur financement en matière d'eau potable et d'assainissement sur la période 2018-2020 (**plus de 140 M€ d'investissements au total**). Signature réalisée le 27 juillet. lors d'une session de la conférence locale des acteurs de l'eau, étendue au président de l'association des maires
 - *Contrat permettant une sanctuarisation des subventions et l'octroi de prêts AFD/CDC sur une durée de 3 ans*
 - *Construction et réhabilitations de **stations d'épuration** (8 dont 4 stations à plus de 10 000 équivalent habitants) et leur raccordement, nouveaux réseaux d'eau potable, réservoirs, forages*
Le 1er COPIL de suivi des opérations validées par la PPI 2018/2020 est prévu courant novembre
 - *Aide à l'ingénierie de **2,5 M€** est financée par l'AFD pour un renforcement des équipes techniques du SIEAM sur 2 ans (réalisé).*

En cours



➤ **Mission d'appui au Conseil départemental pour l'activité portuaire**

- Accord entre le Conseil départemental et l'État pour les modalités d'une gouvernance renouvelée (lettre de mission en cours de signature) ;
- Premier comité technique a eu lieu mercredi 04 juillet (traitement des tarifs et du règlement d'exploitation) ;
- Conseil portuaire à organiser dans le courant du mois de novembre 2018 ;

En cours



➤ **Plan France Très Haut Débit**

- Boucle sud fibre optique en cours de déploiement pour **un montant total de travaux de 5,5 M€** - amélioration notable des débits ADSL sur tout le département. L'agence du numérique subventionne à hauteur de 1,7M€ et le FEDER à hauteur de 2,7 M€.
- Raccordement de la fibre sur les points hauts pour la téléphonie mobile et le développement de la 4G (lancement de l'étude par le Conseil départemental)
- Aide à la connexion des foyers les plus isolés du réseau par câble (subvention de l'agence du numérique)

Leviers d'actions conjoints identifiés (co-construction)

- Poursuite des travaux de mise en oeuvre du volet transport en commun du PGTD; anticipation sur les projets de liaisons maritimes (passagers et fret)
- Proposition du programme routier 2019 au CD 976 d'ici la fin novembre
- Lancement de l'étude pour le raccordement à la fibre de points hauts ;
- Organisation consultation pour l'acquisition de kits de connexion

Chiffres clés

- 140 M€ sur le contrat de progrès eau/ assainissement (sur 3 ans)
- 25 M€ sur le plan d'urgence eau Mayotte
- 14 M€ d'investissements sur l'aéroport
- 24 M€ d'investissements sur le port
- 5,5 M€ d'investissements sur le numérique

Calendrier des prochaines comités thématiques

- Novembre 2018 : COPIL de suivi de la PPI du contrat de progrès du SIEAM
- Comité de suivi du PGTD prévu début novembre

8 - PRIORITÉ À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (Mesures 42 à 47 du Plan d'action pour l'avenir de Mayotte)

En place



➤ Mesures de soutien à la trésorerie des entreprises et à l'économie (annoncées comme mesures d'urgence le 15 mai 2018)

- Décalage du règlement des taxes et décades de frais de douane de 30 à 90 jours ;
- Prolongation de deux mois des délais d'apurement des dettes fiscales et sociales ;
- Report de la remontée des liasses fiscales ;
- Suspension des mesures de recouvrement forcé après mise en demeure ;
- Mise en place des prêts à taux zéro ("prêts d'honneur") ;
- Médiation de l'IEDOM en cas de difficultés d'obtention de facilités bancaires ;

En cours



➤ Mesures de soutien à l'emploi (annoncées comme mesures d'urgence le 15 mai 2018)

- Déclenchement du dispositif d'activité partielle (plus de **1,5 M €** versés à plus de **400 entreprises** pour plus de **4 000 salariés** soit 1/3 des salariés déclarés à la CSSM pour les entreprises privées). A noter qu'il n'y a eu que **7 demandes en juillet, 4 demandes en août, 1 seule demande en septembre**, confirmant que les **entreprises ont repris un niveau d'activité normal** en ce troisième trimestre comme l'indique la dernière publication de l'IEDOM.
- Possibilité de recourir aux heures supplémentaires en cas de force majeure : expertise en cours par DGEFP

En place



➤ Facilitations administratives (annoncées comme mesures d'urgence le 15 mai 2018)

- Prise en compte des retards dus au blocage de l'activité économique ;
- Dérogation à la circulation des poids lourds pour faciliter la sortie des conteneurs du port de Longoni ;
- Accompagnement de la DIECCTE dans le cadre de la mise en oeuvre du code du travail

En cours



➤ Mesures de soutien à l'économie (présentation des mesures d'aides économiques aux entreprises le 9 octobre 2018)

- Allongement de la durée de prêt de développement outre-mer : La durée du prêt de développement outre-mer proposé par la BPI a été allongée de 5 à 7 ans, la BPI a également diffusé deux fiches de produits financiers complémentaires ;
- Prolongation jusqu'en 2025 des aides à l'investissement pour donner de la visibilité aux investisseurs ;
- Mise en place d'un haut Conseil de la commande publique : Le comité des investissements publics a eu lieu le 23 avril 2018, il va être transformé en Haut Conseil de la Commande Publique et se réunira courant novembre 2018. Ce comité permettra de donner la visibilité nécessaire aux grands projets et leur échelonnement dans le temps. Ce dispositif permettra aux entrepreneurs d'avoir la visibilité nécessaire sur les grands investissements publics.

En cours



Accompagnement de la structuration de filières à Mayotte

- Outils de production
 - Validation de **3 projets d'installation de jeunes agriculteurs** et de **3 projets d'appui aux petites exploitations** au Comité d'orientation stratégique et de développement agricole de La Réunion du mois de juillet
 - Restitution de l'étude réalisée par la DAAF sur les **pratiques actuelles d'abattage** des bovins fin août
 - **Abattoir de volailles** : instruction en cours du permis de construire et de la déclaration d'installation classée ; dépôt prévu de la demande de financement début 2019.
 - **Abattoir de ruminants** : phase d'étude du type d'abattoir le plus adapté aux spécificités du territoire ;
 - **Centre de conditionnement de fruits et légumes** de la coopérative agricole de Mamoudzou (COOPAC) en cours d'étude
- Filière Yang
 - Les travaux du **Pôle d'Excellence Rurale** sont en cours de finalisation ; un appel à projet va être lancé par le Conseil départemental pour sa gestion
- Développement de la distribution organisée
 - Structuration de l'offre locale en cours dans certaines filières (**volaille de chair, œufs, fruits et légumes**) ;
 - Organisation d'échanges entre ces filières et les responsables de la restauration scolaire dans le cadre de l'élaboration d'un **Projet Alimentaire Territorial**.
- Évolution de la chambre d'agriculture de Mayotte
 - Lancement de révision des listes électorales pour les élections à la CAPAM début septembre

Leviers d'actions conjoints identifiés (co-construction)	Chiffres clés	Calendrier des prochaines comités
<ul style="list-style-type: none"> • Les mesures de soutien à la trésorerie mises en place • Transformer le Comité des Investissements Publics en Haut Conseil de la Commande Publique • Instruction en cours des prêts d'honneurs par Plateforme Initiative Mayotte et Adie • Livraison PER septembre 2018 • Cofinancement PDR par le CD • Disponibilité foncier / Etat et CD 	<ul style="list-style-type: none"> • PDR 37M€ engagé sur 60 M€ • 2 abattoirs volailles 2019 (5M€) , Rts 2020 (5 M€) • POSEI :4,5M€ en 2018, 10 M€ en 2020 • Internat Lycée(10M€ 100 places) 2022 • Prêts d'honneurs: Plateforme Initiative Mayotte: 1M€ Etat + 1M€ Conseil départemental Adie : 2,4M€ sur 5 ans • Plateforme Initiative Mayotte: 3 premiers dossiers prêts d'honneurs instruits mardi 10 juillet 2018 • Adie : 146 prêts d'honneurs délivrés (au 10/07/2018) enveloppe max 5000 euros, montant moyen alloué 3000 euros 	<ul style="list-style-type: none"> • COSDA sera programmé fin novembre début décembre

9 - RENFORCER L'ÉTAT ET ACCOMPAGNER LES COLLECTIVITÉS

(Mesures 48 à 53 du Plan d'action pour l'avenir de Mayotte)

En cours



➤ **Création d'une plateforme d'ingénierie publique chargée de l'appui aux projets de construction**

- *Les référents dans les services de l'État ont été identifiés afin de préfigurer et d'amorcer le travail de la plateforme. Sa mise en place progressive se traduira par un des renforcements successifs d'effectifs (arbitrages ministériels en cours) ;*

En cours



10 – MESURES ET MISSIONS D'INSPECTIONS FAISANT L'OBJET D'UN SUIVI SPÉCIFIQUE AU NIVEAU NATIONAL

➤ **Mesures nationales**

◆ **Remettre à niveau l'offre de soin**

- **Mesure N°13** (attractivité et renforcement des moyens humains) : *Rénovation du mécanisme de l'indemnité particulière d'exercice pour les médecins de la FPH ; Fixation d'objectifs de formation pour tous les professionnels de santé (enquête qualitative en cours avec le CHU de Besaçon) ; Création de 30 postes d'assistants spécialistes au Centre Hospitalier de Mayotte ;*
- **Mesure N°14** (amélioration de la couverture médicale des habitants de Mayotte) : *Mise en place de la gratuité des soins (exonération du ticket modérateur pour les assurés sociaux sous condition de ressources) ; Déploiement, à compter de 2022, de la couverture maladie universelle (CMUC) ;*

◆ **Remettre l'école et la formation à niveau**

- **Mesure N°22** : *mission d'appui à l'élaboration d'un plan pluriannuel d'investissement sur 10 ans en matière d'infrastructures scolaires et de réflexion sur l'évolution de la maîtrise d'ouvrage pour le 1^{er} degré*
- **Mesure N°26** : (améliorer l'attractivité du territoire) : *Calibrage du concours de professeur des écoles ; Bonification pour les durées de séjour de quatre années ; Pour les filières d'enseignement en niveau licence, CAPES dérogatoire académique ; Nommer les lauréats du concours du second degré à Mayotte (En place) ; Mise en place d'un dispositif de titularisation des contractuels ;*

En cours

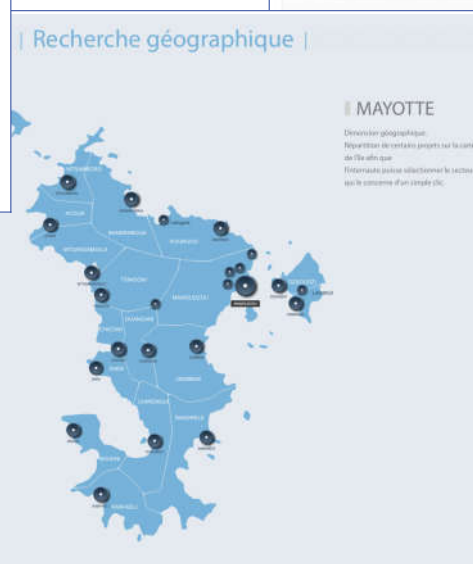
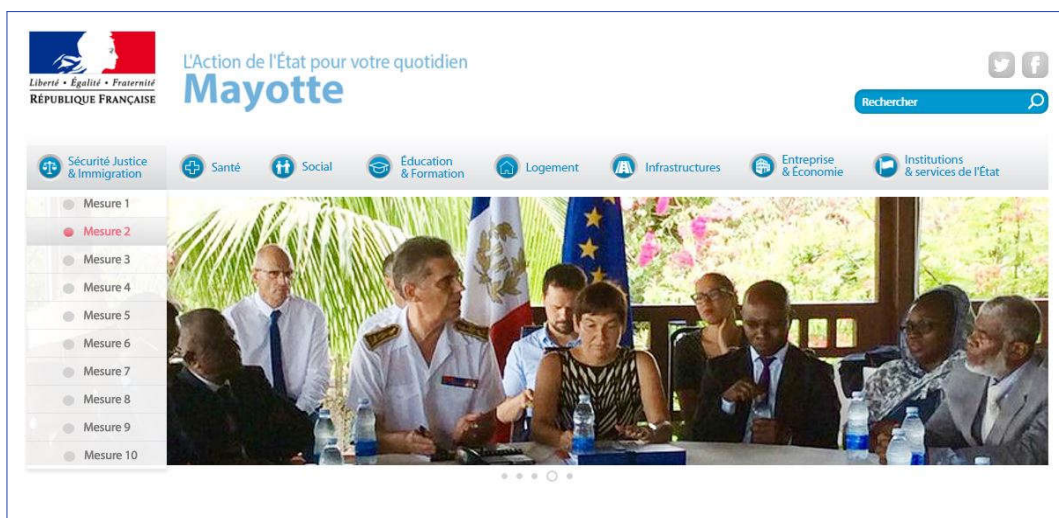


➤ **Missions d'inspections spécifiques**

- ◆ **Mesure N°37** : *Mission pour l'amélioration de la desserte aérienne de Mayotte*
- ◆ **Mesure N°40** : *Mission d'appui au Conseil départemental pour l'activité portuaire (prospective, emploi, gouvernance renouvelée*
- ◆ **Mesure N°48** : *Mission interministérielle sur l'évolution institutionnelle du Conseil départemental en collectivité unique, sur la répartition des compétences entre l'État et les collectivités et leur financement*

11 – MISE EN PLACE D'UN SITE INTERNET TRANSPARENCE POUR LE SUIVI DU PLAN

- Publication du site internet à l'issue du Comité stratégique et **conférence de presse le 23 octobre**
- **Fonctionnalités**
 - Affichage thématique, par mesure et géographique ;
 - Suivi du statut de chaque sous-mesure (125) et contenu relatif à chaque mesure (53) ;
 - Affichage compatible sur tous les navigateurs et smartphones ;





L'Action de l'État pour votre quotidien

Mayotte

Plan d'action pour l'avenir de Mayotte
COMITÉ STRATÉGIQUE DE PILOTAGE ET DE SUIVI

PHASE D'ÉCHANGES